

Un monde avec un plan commun

Partage international n° 334 - Juin 2016

L'Académie pontificale de sciences sociales du Vatican a organisé un symposium pour le 25^e anniversaire de l'encyclique sociale *Centesimus Annus* du pape Jean Paul II (1991). Ce séminaire, organisé les 15 et 16 avril 2016, était centré sur deux questions majeures : les changements économiques, politiques et culturels de ces vingt-cinq dernières années, et comment l'enseignement social catholique a éveillé l'intérêt du monde jusqu'à maintenant et comment il pourrait le faire dans le futur.

L'encyclique *Centesimus Annus* était elle-même une célébration du centième anniversaire de *Rerum novarum*, encyclique du pape Léon XIII sur les affaires sociales dans le monde moderne. *Centesimus Annus* a été écrite à une période de changements majeurs et de bouleversements politiques, et au moment où l'accroissement sans précédent de richesse et de niveaux de vie de par le monde était menacé par des intérêts égoïstes. Son objet était de proposer la vision d'une liberté ordonnée par la morale, au service de l'humanité.

Parmi les 35 économistes, notables religieux et politiciens invités au séminaire se trouvaient : le candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine Bernie Sanders, le président bolivien Evo Morales, le président équatorien Rafael Correa et le professeur Jeffrey Sachs, économiste et directeur du Earth Institute.

Jeffrey Sachs est le premier à avoir rédigé un article suite à ce séminaire, intitulé *Les changements dans l'économie mondiale depuis 1991*. Il y relève la prescience de l'encyclique de 1991, dont les avertissements ont été ignorés. L'enjeu fondamental est que « *l'intérêt pour soi doit céder la place au bien commun.* » Il décrit les effets d'une cupidité débridée qui se conjugue au pouvoir et devient la force motrice de l'économie de marché. La corruption et le crime restent impunis ; les puissants ne sont pas tenus responsables, car la culture de l'impunité est telle qu'ils sont en position de se maintenir en poste.

J. Sachs explique que dans les 25 dernières années, la politique économique américaine des deux partis

fut de favoriser les multinationales, les accords commerciaux et les profits au-delà de toute autre considération, avec des conséquences désastreuses comme : l'accroissement de l'inégalité, la dégradation de l'environnement, la corruption et un degré inédit d'instabilité financière. Les scandales dénonçant la cupidité des entreprises et la corruption ont montré que les grandes banques agissaient comme si elles étaient au-dessus des lois. Son article est également sans équivoque dans sa critique des 25 ans de retard pris par les Américains sur les questions climatiques.

En conclusion, J. Sachs nous assigne une mission : « *Nos tâches pratiques les plus urgentes sont : premièrement, de forger un nouveau consensus mondial sur le développement durable et humain qui intègre la Chine, l'Inde, l'Afrique et d'autres foyers de la civilisation mondiale. Deuxièmement : le problème le plus central, je crois, est de mettre fin à l'impunité, d'être en mesure de s'exprimer au sujet des puissants et des riches (ce qui force d'ailleurs à surmonter la peur) - mais il est essentiel de le faire.* » Il termine avec un appel à adopter la vision du pape François : développer un objectif commun - un monde avec un plan commun. « *Les Objectifs de développement durable définissent le mieux possible un ordre moral, un appel à combiner le développement économique avec l'intégration sociale et la durabilité environnementale.* »

Rafael Correa : « *La question majeure est de savoir qui a la voix prépondérante dans une société : les élites ou la majorité ? Le marché ou la société ? Le grand défi de ce siècle est de parvenir à la prépondérance de l'être humain sur le capital.*

L'ordre mondial est non seulement injuste, il est immoral. Tout favorise les plus puissants, et la politique de deux poids deux mesures est monnaie courante : par exemple, les biens produits par les pays pauvres devraient circuler librement, tandis que ceux qui sont produits par des puissances étrangères, ainsi que la connaissance, la science et la technologie, devraient être privatisés et rémunérés.

Le marché est un grand serviteur, mais un mauvais maître. Vaincre l'inégalité, et donc la pauvreté, est le plus grand impératif moral, car pour la première fois dans l'histoire, en particulier en Amérique latine, la pauvreté ne résulte pas d'un manque de ressources ou de facteurs naturels, mais est la conséquence des

systèmes injustes et d'exclusion. La question morale fondamentale est donc la question sociale. »

Evo Morales : « *Nous sommes fatigués de la double morale de l'Empire. Ils parlent de démocratie, mais ce sont les marchés qui gouvernent. Dans les pays où les systèmes capitalistes, les banquiers et les hommes d'affaires financent les candidats politiques, peu importe qui gagne. Ce n'est pas le gouvernement élu qui décide, mais les sociétés privées. L'économie en Bolivie a entrepris une réforme afin d'établir la justice et l'égalité. »*

Bernie Sanders : « *Le fossé grandissant entre riches et pauvres, le désespoir des exclus, le pouvoir des sociétés privés sur le politique, tout cela n'est pas un phénomène réservés aux seuls Etats-Unis. Les excès de l'économie globale dérégularisée ont causé encore plus de dégâts dans les pays en développement, [...] qui souffrent non seulement des cycles d'expansion et de récession de Wall Street, mais aussi d'une économie mondiale qui place les profits avant la pollution, les compagnies pétrolières avant la sécurité climatique et le commerce d'armes avant la paix. Et comme une part croissante de la richesse générée et des revenus va à une petite fraction de ceux qui sont au sommet, régler cette énorme inégalité est devenu un défi central. C'est un problème que nous devons affronter dans mon pays et partout dans le monde. Le pape François a donné le nom le plus évocateur au malheur de la société moderne : la globalisation de l'indifférence [...]*

Notre jeunesse n'est plus satisfaite par des politiques corrompues et à bout de souffle, et une économie d'une patente inégalité et injustice. Ils ne sont pas satisfaits par la destruction de notre environnement

par une industrie pétrolière dont l'avidité a placé les profits à court terme avant le changement climatique et le futur de notre planète. Ils veulent vivre en harmonie avec la nature, pas la détruire. Ils appellent à un retour à l'équité, à une économie qui défende le bien commun en garantissant que chaque personne, riche ou pauvre, ait accès à un système médical de qualité, à la nourriture et à l'éducation [...]

Notre défi est avant tout un défi moral, celui de rediriger nos efforts et nos buts vers le bien commun.

Vatican

Sources : ourfuture.org ; pass.va

Thématiques :

Rubrique : [La voix de la raison](#) (« Hormis la guerre, rien ne compromet aussi gravement l'avenir de l'humanité que la pollution. Constatant qu'il en est ainsi, certains pays ont pris des mesures pour la réduire et pour limiter le réchauffement climatique. D'autres, parfois parmi les plus gros pollueurs, nient la réalité d'un tel réchauffement en dépit des preuves qui s'accumulent. A tout moment, dorénavant, les changements climatiques montrent sans l'ombre d'un doute que la planète est malade, qu'elle a besoin de soins immédiats et attentifs pour retrouver l'équilibre. Le temps nous est compté pour mettre fin aux ravages que subit quotidiennement la planète Terre. Chaque homme, chaque femme, chaque enfant a son rôle à jouer dans sa restauration. Oui, le temps presse. Save Our Planet (S.O.P.), sauvons notre planète ! » Source : Le Maître de B. Creme, S.O.P. Sauvons notre planète, 8 septembre 2012)